



Economie & Développement

BIMENSUEL D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET DE DÉVELOPPEMENT

LES NOUVELLES SUR LE TOGO EMERGENT N° 62 DU 10 NOVEMBRE 2016 PRIX 250F CFA AFRIQUE / 1 EURO EUROPE



LE 45^{EME} PRESIDENT DES USA

ECONOMIE

Victoire surprise de Donald Trump:

L'onde de choc économique d'une Amérique protectionniste!

L'impôt sur les sociétés devrait être baissé de 35 % actuellement à 15 %. La plupart des niches fiscales devraient aussi être supprimées et une taxe créée sur les profits réalisés à l'étranger. Pour les particuliers, l'impôt sur les successions devrait être supprimé et les impôts sur les plus-values et les gains de capital réduit. Au total, la facture fiscale des entreprises baisserait de 3 000 milliards de dollars sur dix ans, soit 1,6 point de PIB. Le nouvel homme de l'Amérique souhaite revoir le Budget. Tout en réduisant drastiquement les impôts, le candidat républicain veut équilibrer le budget américain. Or appliqué tel quel, son programme risquerait de faire dérapier la dette américaine de 75 % du PIB à plus de 100 %. Pour le financer,

P.3

Dépréciation du Naira :

**Une bombe socio-économique en gestation dans la sous-région
Des importateurs togolais payent déjà les frais !**

18 Nov. - 5 Déc. 2016
Foire Internationale de LOMÉ
Foire de toutes les opportunités

SALON INTERNATIONAL DES COSMÉTIQUES ET DE LA BEAUTÉ DE LOMÉ
SICOBÉ-LOMÉ

RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE,
PAYS INVITÉ D'HONNEUR

THEME:
PROMOTION
DE L'AGRO-INDUSTRIE,
GAGE DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE

CETEF-LOMÉ | +228 90 31 76 37 - 90 17 77 55
ceteflome@cetef.tg | www.cetef.tg

Le CETEF à la recherche
d'une solution à l'Agro-industrie
au Togo



MCC : Le Togo proche du
programme Threshold
ou Compact



Forum AGOA 2017 au Togo :
Les premiers pas de
Donald Trump à Lomé ?

18 Nov. - 5 Déc. 2016
Foire Internationale de LOMÉ
Foire de toutes les opportunités

SALON
INTERNATIONAL
DES COSMÉTIQUES
ET DE LA BEAUTÉ DE LOMÉ
SICOBÉ-LOMÉ

SICOBÉ

ECO FLASH

Concours Sialo 2016 : 03 lauréats séjournent en Côte d'Ivoire



Trois lauréats du Concours pour la Promotion de l'Excellence dans la Recherche Agroalimentaire chez les Jeunes Etudiants du Togo dans le cadre de la cinquième édition du Salon international de l'agriculture et de l'agroalimentaire de Lomé sont depuis le 31 octobre dernier dans la capitale ivoirienne pour un stage au Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS). Avant leur départ, ils ont reçu la bénédiction du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche Octave Nicoué BROOHM ; « De nos jours, la recherche fait l'histoire du monde et le gouvernement est prêt à accompagner toute sorte de recherche allant dans le développement », a-t-il indiqué. Outre les bourses d'étude, l'agence Centaure Communication initiatrice de l'évènement accompagné de son partenaire STNT (SOCIETE TOGOLAISE DE NOUVELLES TECHNOLOGIES) a offert des ordinateurs portables et d'autres accessoires aux lauréats. Les lauréats retournent au bercail le 12 novembre prochain.

Gestion du Développement au Togo : Le PAI 2 rentre dans l'histoire au Togo



Le Projet d'appui à la gestion du Développement et de l'aide, Volet 1, du 2ème Programme d'Appui Institutionnel à l'Etat Togolais, (PAI-2), est arrivé à terme après 3 ans d'exécution par le ministère de la planification du développement. Les résultats ont été satisfaisants ; « Le projet a appuyé la définition d'un organisme fonctionnel du ministère et œuvré à son opérationnalisation à travers une démarche de mobilisation et d'appropriation par tous les cadres du ministère. Aussi a-t-il également pris en compte l'élaboration des fiches de postes principaux

de fonction et des guides et manuels de rédaction administrative, de gestion de courrier, de la logistique, de gestion de ressources humaines, de passation de marché public et la gestion budgétaire et comptable », a indiqué le Directeur de cabinet du ministère de la Planification du développement, Essohanam Edjéou. Tous les acteurs de Développement notamment les ministères et les sociétés civiles ont pris part à l'exécution de ce projet dont les activités ont porté sur la gestion du développement, les questions organisationnelles et techniques des institutions de l'Etat. Les produits obtenus dans le cadre de la mise en œuvre du PAI2 que sont les manuels et guides ont fait l'objet d'une dissémination début novembre entre les acteurs bénéficiaires à Lomé. Le projet PAI-II Volet1 vient en appui à l'opérationnalisation du cadre partenarial de suivi des stratégies de développement. Il prévoit, entre autres, le renforcement des capacités des ministères des secteurs prioritaires et l'appui à la mise en place des règles modernes de gestion efficace de l'aide extérieure selon l'esprit des principes de la Déclaration de Paris. L'Union européenne (UE) a financé le PAI-II à plus de 5,5 milliards de F CFA sous l'exécution du PNUD.

MCC : Le Togo proche du programme Threshold ou Compact



Le Millenium Challenge Corporation (MCC) du Gouvernement des États-Unis a publié le 03 novembre dernier ses Tableaux de bord exercice 2017 pour tous les 82 pays à revenu faible et moyen-inférieur, tels que défini par la Banque mondiale. Les Tableaux de bord servent à déterminer quels pays peuvent être éligibles aux fonds de développement du MCC, sur la base d'un engagement manifeste à élargir la liberté économique, à gouverner avec justice, et à investir dans les gens. Cette année, le Togo a validé 12 des 20 indicateurs incluant «Contrôle de la corruption», «Etat de droit» et «Liberté d'information». Le Togo a également amélioré son score de passage sur l'indicateur «Libertés civiles». « Ce n'est pas le moment de freiner l'élan. Le Togo doit continuer à se concentrer sur les principaux domaines de réforme, en particulier ceux qui élargissent la participation démocratique, renforcent l'état de droit et améliorent le climat des affaires », a déclaré l'ambassadeur. Le tableau de bord amélioré du Togo est un témoignage du bon travail du pays et de son engagement à la

réforme. L'Ambassadeur des Etats-Unis au Togo, David Gilmour, a félicité le Gouvernement togolais pour avoir réussi à passer la carte de pointage, tout en mettant en garde qu'il reste encore du travail pour que le pays tire pleinement parti des possibilités offertes par le programme MCC. Selon le Coordonnateur de la cellule nationale MCA-Togo, avec ce nouveau score, le Togo déjà qualifié l'année dernière pour le programme Threshold, a des chances d'avoir le Compact, compte tenu des règles fixées en la matière, à savoir valider 10 des 20 indicateurs, valider l'indicateur relatif à la corruption et valider un indicateur dans chacune des trois (3) catégories que sont la bonne gouvernance, l'investissement dans le capital humain et la liberté économique. Sandra Ablamba Johnson, Conseiller technique de la coordination avec le MCA est très confiante à l'égard de l'éligibilité probable du Togo en décembre prochain parmi les pays qui seront présentés au conseil d'administration du MCC. « Le Togo a respecté ces trois critères, ce qui permet de dire qu'il est potentiellement éligible », a-t-elle expliqué. En matière de corruption, ce n'est rien d'autre que les cadres réglementaires qui sont définis notamment la loi sur la Haute autorité relative à la corruption et les infractions assimilées, votée en 2015. Le nouveau code pénal comprend pour la première fois des dispositions relatives à la corruption, ce que nous n'avons pas il y a de cela quelques années. En termes de mise en œuvre, il y a des structures au niveau de l'Office togolais des recettes (OTR). Des efforts sont réalisés dans l'aménagement par le gouvernement des dépenses de santé, la création d'entreprises, la politique commerciale, le taux d'immunisation, les droits

ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT

Directeur de Publication
Joseph GADAH
(228) 90 30 85 10
Email: komjos2001@yahoo.fr

Rédaction
Joseph
Ghislain
Raissa

Infographie
Katherin AFANOU-A.
(228) 92 10 17 99

Imprimerie
La Colombe

Copyright
Welgraf studio Octobre 2016

politiques, le taux d'achèvement des filles au cours primaires. Il existe deux principaux types de subventions MCC: les Compacts et les Programmes de seuil (Threshold). En décembre 2015, le MCC a sélectionné le Togo comme éligible pour un programme Threshold, une reconnaissance de la réforme du Togo. Le MCC et le Togo ont entrepris une analyse des contraintes les plus contraignantes du pays à la croissance économique, ce qui conduira à l'élaboration d'un programme de seuil dans les mois à venir. Le MCC est un organisme innovateur et indépendant du Gouvernement des Etats-Unis qui travaille à réduire la pauvreté mondiale par la croissance économique. Créé en janvier 2004, le MCC accorde des subventions et une aide limitée dans le temps aux pays pauvres qui satisfont à de rigoureux standards en matière de bonne gouvernance, de lutte contre la corruption, et de respect des droits démocratiques. Le MCC mesure les progrès réalisés dans ces secteurs grâce à l'utilisation de «Tableaux de bord» basés sur 20 indicateurs indépendants et de tierces parties.

Komi

ELECTION AUX USA : Victoire surprise de Donald Trump **L'onde de choc économique d'une Amérique protectionniste!**



Donald Trump est devenu depuis hier le 45^e président des Etats Unis. Pendant sa campagne, le candidat républicain a prôné une Amérique protectionniste et pro-énergie fossile et une réduction drastique des impôts pour les entreprises. Son programme économique de Donald Trump rejette l'Obamacare et les accords de libre échange ! En matière de fiscalité, le nouveau président propose une réforme radicale de la fiscalité des entreprises américaines. L'impôt sur les sociétés devrait être baissé de 35 % actuellement à 15 %. La plupart des niches fiscales devraient aussi être supprimées et une taxe créée sur les profits réalisés à l'étranger. Pour les particuliers, l'impôt sur les successions devrait être supprimé et les impôts sur les plus-values et les gains de capital

réduit. Au total, la facture fiscale des entreprises baisserait de 3 000 milliards de dollars sur dix ans, soit 1,6 point de PIB. Le nouvel homme de l'Amérique souhaite revoir le Budget. Tout en réduisant drastiquement les impôts, le candidat républicain veut équilibrer le budget américain. Or appliqué tel quel, son programme risquerait de faire dérapier la dette américaine de 75 % du PIB à plus de 100 %. Pour le financer, Donald Trump propose le «penny plan» : réduire de 1 % chaque année le budget fédéral. Côté énergétique, Donald Trump n'a pas un goût pondéré pour les énergies renouvelables. C'est un pro-énergie fossile, une position traditionnelle pour le parti républicain. Son premier engagement est de suspendre l'accord de Paris et tous les financements aux programmes des Nations Unies sur le réchauffement climatique. Le candidat entend assouplir la réglementation qui pèse sur l'extraction d'hydrocarbures aux Etats-Unis, y compris en autorisant les forages dans l'Arctique. Il veut aussi donner son feu vert à Keystone XL, le pipeline géant qui doit acheminer le pétrole issu des sables bitumineux canadiens vers le sud des Etats-Unis. Il est aussi favorable au maintien des mines de charbon en activité. Le Commerce extérieur va demeurer le point clef du programme de Donald Trump, à l'inverse cette fois de la tradition et de l'establishment du parti républicain. Il est opposé à

la ratification du trans-pacific partnership, dont la négociation est achevée depuis deux ans. Il veut augmenter les droits de douane sur la Chine et le Mexique et a répété son intention de renégocier les principaux accords commerciaux des Etats-Unis, y compris l'Alena qui le lie au Canada et au Mexique. Politique monétaire, Donald Trump a aussi martelé dans sa campagne qu'il s'opposerait à la prolongation du mandat de Janet Yellen, la présidente de la Réserve fédérale, qui arrive à son terme en février 2018 pour lui préférer un candidat plus en phase avec son programme. Pour les Infrastructures, Donald Trump souhaite investir quelques 500 milliards de dollars dans les infrastructures pour stimuler l'économie. En ce qui concerne l'immigration, Donald Trump veut reconduire à la frontière 11 millions d'immigrés sans papier et restreindre les visas de travail. Il pense à un triplement du nombre d'agents de police aux frontières, à l'érection d'un «mur» à la frontière mexicaine, financé par le Mexique sous menace de suspension des transferts d'argent des travailleurs mexicains illégaux. L'Industrie sera boostée au slogan «make America great again». Donald Trump veut relocaliser l'industrie américaine en augmentant les droits de douanes aux frontières.

Gérard

Forum AGOA 2017 au Togo : Les premiers pas de Donald Trump à Lomé ?

Au 15^{ème} forum AGOA (African Growth and Opportunity Act) tenu à Washington du 22 au 27 septembre 2016, il a été décidé que le prochain forum AGOA se tiendra au Togo. Ce forum qui a réuni les ministres chargés du commerce des pays africains éligibles au programme AGOA avec leurs homologues américains a échangé essentiellement sur le bilan et les perspectives du programme, et l'après AGOA à partir de 2025. En 2015, Barack Obama a signé le renouvellement de l'Agoa, (adoptée en 2000 par le Président Bill Clinton) pour une période de dix ans. Ce système permet à plusieurs produits en provenance d'une quarantaine de pays d'Afrique subsaharienne de bénéficier d'un accès préférentiel au marché américain. Malgré le soutien quasi-unanime que le renouvellement de la loi Agoa a reçu du Congrès des Etats-Unis, ce programme fait face à de sévères critiques. Celles-ci concernent principalement son efficacité et la non-réciprocité des préférences commerciales. Si

les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et les pays bénéficiaires de l'Agoa ont doublé entre 2001 et 2014, ils restent assez faibles : 50 milliards de dollars en 2014, soit bien moins que le pic de 100 milliards de dollars atteint en 2008 et moins du tiers des 170 milliards de dollars échangés entre la Chine et les pays d'Afrique subsaharienne en 2013. En plus, la majorité des exemptions de droits tarifaires concédés par les Etats-Unis aux pays d'Afrique subsaharienne sont accordées via des mécanismes ouverts à tous les pays en développement (via le Système généralisé de préférences – SGP) ou à l'ensemble des pays les moins avancés (PMA). Dans les faits, étant donné que plusieurs produits dans l'agro-industrie notamment ne bénéficient pas de ces exemptions, la valeur-ajoutée des exemptions commerciales accordées dans le cadre de l'Agoa est aujourd'hui faible pour les pays africains non-producteurs d'hydrocarbures, de voitures et pièces automobiles et de produits textiles. Selon une étude

d'avril 2015 rédigée par le service de recherche du Congrès américain, l'immense majorité des exportations libres de droits de douanes réalisées depuis l'Afrique subsaharienne vers les Etats-Unis (25,6 milliards de dollars en 2014) sont des produits pétroliers (69 % en 2014) en provenance d'une poignée de pays : l'Angola, le Nigeria, le Tchad, le Congo-Brazzaville et le Gabon. Selon la même source, les exportations hors hydrocarbures réalisées dans le cadre de l'Agoa et du SGP n'atteignaient que 4,4 milliards de dollars en 2014, provenant pour l'essentiel de cinq pays : en première place et de loin l'Afrique du Sud (3,1 milliards de dollars), suivie par le Kenya (423 millions de dollars), le Lesotho (289 millions de dollars), Maurice (227 millions de dollars) et le Swaziland (77 millions de dollars). L'étude du Congrès américain estime que la moitié des pays africains bénéficiant du cadre Agoa ont exporté moins de 1 million de dollars via ce régime commercial en 2014. Il faut

remarquer que plusieurs pays en ont été suspendus pour non-respect des droits sociaux ou politiques : la République démocratique du Congo depuis fin décembre 2010, le Swaziland depuis juin 2014, la Gambie et le Soudan du Sud depuis décembre de la même année. Le Zimbabwe, le Soudan, la Centrafrique, l'Érythrée, la Somalie et la Guinée équatoriale n'y sont pas éligibles. Les pays membres de l'AGOA se réunissent annuellement, une fois aux Etats-Unis et une fois dans l'un des pays membres. Le Togo attend plus de 1000 participants venant de 38 pays au prochain Forum de l'AGOA fin 2017. Une délégation américaine est attendue dans les prochains jours dans notre pays afin de finaliser un chronogramme de l'organisation. Donald Trump, qui vient d'être élu fraîchement comme le 45^e président des Etats unis prendra-t-il part à ce forum en Afrique ?

katherin

Le CETEF à la recherche d'une solution à l'Agro-industrie au Togo

ainsi dire, inexistante ou à l'état embryonnaire. Selon, les spécialistes, le premier avantage à tirer est sans doute celui de réduction des coûts de production. La mise en valeur locale n'éviterait que certaines denrées périssables comme les fruits et les légumes une moyenne de 35-50 % de la production réalisable totale, et entre 15 et 25 % en ce qui concerne les céréales ne pourrissent devant des paysans impuissants. Traditionnellement, on arrive à transformer le manioc en gari, en tapioca qu'on conserve ; mais pour les fruits, la situation reste dramatique. Pendant la période d'abondance, les mangues, les avocats, la banane, la tomate et autres produits pourrissent ici, faute de moyen de conservation... Si des industries de transformation ne sont pas installées spécialement dans la région des Plateaux, ce cycle va continuer et la pauvreté ne sera pas circonscrite », a confié, AdjoManan, Président du groupement « Miwoe » à Anfoin. La transformation locale des produits agricoles, passera forcément par la création d'entreprises et autres unités industrielles, offrirait de l'emploi aux jeunes. Ce qui participerait à la lutte contre le chômage, au développement de la localité, du pays ainsi que de la sous-région. Voilà pourquoi, la thématique de cette 13^e édition de la foire internationale de Lomé s'avère pertinente. Le Togo a la chance d'avoir l'Egypte comme le pays d'honneur. Le pays des pharaons donnera son expertise avec une quinzaine d'entreprises spécialisées dans les secteurs de l'agro-industrie et l'agroalimentaire lors des rencontres B to B. Un choix qui vient une fois encore resserrer les liens économiques entre le Caire et Lomé. La journée République Arabe d'Egypte sera dédiée à la thématique de la « Promotion de l'agro-alimentaire gage de développement économique ». « Nous comptons faire de cet événement un succès sans précédent par le nombre des exposants et la qualité des produits à présenter au public africain. Nous espérons faire de cette foire, un formidable rendez-vous du donner et du recevoir pour booster le volume des échanges commerciaux entre l'Egypte et le Togo dans un proche avenir », a indiqué Mohamed Karim Shérif, Ambassadeur de la République Arabe d'Egypte au Togo. Seront associées à ces échanges de haut niveau des entreprises néerlandaises, belges, italiennes, ghanéennes et nigérianes.

kolani

La foire internationale de Lomé, plate forme d'échange économique dans la sous région ouest africaine prend aujourd'hui une dimension continentale. Pour la 13^e édition, la foire internationale de Lomé s'ouvrira du 18 novembre au 05 décembre 2016 sous le thème : « L'agro-industrie », qui doit susciter une réflexion importante à l'heure de défis économiques de notre pays. L'agriculture occupe une place importante dans le développement économique du Togo. Elle contribue à 38% du PIB et emploie environ 70% de la population. La mission du Fonds monétaire international (FMI) en novembre 2016 a apprécié que les facteurs clés de la croissance au

Togo reposent sur les investissements publics et l'augmentation de la productivité dans le secteur agricole ce qui laisse à croire que le pays s'efforce dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. En 2013, à la 38^e conférence l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a honoré les efforts du Togo en matière de lutte contre la faim et pour la sécurité alimentaire en présence du Chef d'Etat. Le Togo faisait partie alors des États ayant réduit de 50% ou plus la prévalence de la sous-alimentation ou l'ayant fait tomber en dessous de 5% sur les 20 dernières années. Malgré les prouesses, le secteur est confronté aux difficultés liées à l'investissement dans la transformation des produits

agricoles sur le plan local; « l'agro-industriel », ce qui devait permettre aux paysans de vivre dignement des fruits de leur labeur. Et pourtant, que d'avantages l'on pourrait en tirer ! « Si le secteur de la transformation agroalimentaire est soutenue véritablement, le Togo peut aller de l'avant en dépendant moins des produits importés, souvent bas de gamme », déclarait Tata Yawo Ametoenyenu, le Président de l'Organisation d'appui à la démocratie et au développement local (OADEL), une ONG qui œuvre à la promotion des produits locaux transformés. Le Togo a en effet beaucoup à gagner dans la transformation de ses produits agricoles. L'agro-industrie dans les zones rurales est pour

12 centres qualifiés de centres maltraitants simplement fermés

Sur 120 centres d'accueil des enfants vulnérables du Togo audités, 12 ont été qualifiés de « centres de maltraitance », selon une communication faite en Conseil des ministres le mercredi 26 octobre dernier. Ces centres de maltraitance selon le Gouvernement togolais sont purement et simplement fermés et les

pensionnaires réorientés vers d'autres centres situés à proximité. Cette décision du Gouvernement vient assainir ce secteur pour un épanouissement de ces enfants vulnérables. En outre, pour renforcer le mécanisme de suivi, le gouvernement a pris le décret relatif au comité national des droits de l'enfant.

Pour lutter contre la violence et la maltraitance des enfants, des initiatives ont été prises dont divers programmes incluant des actions de prévention et de prise en charge sont initiés avec l'appui technique et financier de l'UNICEF et d'autres partenaires. Il est recommandé aux autorités de recruter et de former

du personnel compétent pour la prise en charge d'urgence des victimes de maltraitance et de créer des centres pour la protection des enfants en situation de risque.

Zoom sur une nouvelle École aux Métiers de la mer au Togo (EMARITO)



La lumière s'ouvre sur l'emploi dans le secteur de l'économie bleue ; un secteur pourvoyeur d'emplois et employant des profils rares, divers et variés. Cette initiative ouvre désormais les portes des carrières encore méconnues du grand public. L'École Maritime du Togo (EMARITO) qui répond à cette vision permettra en effet au secteur maritime togolais de se professionnaliser davantage en améliorant son rendement en matière de formation, et d'offrir des opportunités certaines d'emplois dans le secteur portuaire. EMARITO a signé, le 13 octobre à Lomé, un protocole de coopération avec l'Institut méditerranéenne de formation aux métiers de la mer. Cet accord, intervenu sur le site des Side events du Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de gouvernements de l'Union Africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le

développement en Afrique, vise la promotion et le renforcement des relations entre les deux établissements dans leurs domaines d'activités. Ce partenariat prévoit l'organisation de cours et de stages de perfectionnement à l'intention des enseignants, des formateurs et des membres de l'administration des deux établissements ; l'organisation de stages de formation en faveur des étudiants ; des échanges de savoir-faire, de cours, de documents pédagogiques, des programmes d'enseignement ; l'organisation de visites, de rencontres pédagogiques, scientifiques et techniques ; des séminaires ; des cours spécialisés et la participation aux projets et programmes communs. « Nous allons aider cette école jeune qu'est EMARITO à mettre en place toutes ses formations au profit des jeunes togolais », a lancé M. Imed ZAMMIT, Directeur général de l'IMFMM. Créé en 2016, EMARITO offre aux jeunes du Togo et de la sous-région de formations initiale et continue du personnel navigant et sédentaire. Aussi recycle-t-elle ledit personnel. Enseignement et apprentissage maritimes, transport et logistique, management des activités maritimes et portuaires, matelot (pont/machine) sont les filières d'enseignement dont dispose l'établissement. « EMARITO vient permettre aux jeunes qui veulent se former dans le domaine maritime de le faire ici au Togo. Nous avons une formation de qualité. A part la Tunisie, nous aurons des conventions avec des établissements de la France et d'autres pays »,

a indiqué le directeur général d'EMARITO, M Essotina Matthias LATTA. Aussi a-t-il ajouté que l'EMARITO entend favoriser par le biais d'une formation professionnelle qualifiée et innovante, l'insertion des jeunes togolais dans le secteur de l'emploi. « Il est aussi envisagé la formation d'un nombre important de marins en vue de leur embarquement sur des navires battant pavillon togolais ; ceci conformément aux conventions internationales de l'OMI auxquelles le Togo est partie, et qui prévoient que les navires ont l'obligation d'embarquer au sein de leur équipage, 30% des ressortissants de l'Etat dont ils sont autorisés à battre pavillon », a confié Matthias LATTA. Pour cette rentrée académique 2016-2017, l'école est ouverte aux titulaires d'un diplôme du Bepc, du Baccalauréat, ou de la Licence ; et propose la formation aux métiers de matelots, d'opérateur instrumentiste, d'opérateur des radiocommunications etc... L'EMARITO qui fait partie des 56 universités privées agréées au Togo, dispose d'une équipe technique composée de cadres, d'experts et de professeurs hautement qualifiés pour un enseignement diversifié et innovant. Cette école dispose de salles de formation, d'espace linguistique, de salle informatique et de simulateur. Elle apparaît comme une opportunité de formation/emploi. EMARITO, a lancé sa première rentrée académique le lundi 24 octobre 2016 et le début des cours propre le 02 novembre 2016.

Kamassa

Dépréciation du Naira : Une bombe socio-économique en gestation dans la sous-région Des importateurs togolais payent déjà les frais !



Plus de deux ans, le géant économique de la sous-région, le Nigéria, dandine dans la stabilisation de sa devise le « Naira » qui a subi une chute libre due aux cours mondiaux du pétrole. L'économie nigérienne a été durement frappée à cet effet par la brutale chute des prix du pétrole. Tout en étant assise sur des bases élargies, du fait que l'agriculture et les services représentent de loin la majeure partie du PIB, l'économie nigérienne dépend fortement du secteur pétrolier, qui contribue la plus grande part des recettes gouvernementales et des exportations du pays. De fait, plus de 90 % des exportations nationales et au moins 70 % des recettes de l'État proviennent de ce secteur. Selon les projections, la production devrait diminuer de 1,6 % en 2016 en raison de la récession économique survenue au

cours du deuxième semestre de l'année, qui a été marquée par des pénuries de devises dues à la chute des recettes pétrolières, une forte baisse de la production d'électricité, la perpétration d'actes de vandalisme contre des installations pétrolières, une réduction de la production de pétrole et la faiblesse de la confiance des investisseurs. L'économie de la première puissance de l'Afrique est sans doute plongée dans une crise économique et financière sans précédent. Selon les informations, pour preuve, le Nigeria avait élaboré en 2014 son budget sur la base de 80 dollars le baril de pétrole. Il l'a ramené en 2015 autour de 60 dollars. Les prévisions budgétaires n'ont pas été atteintes car les cours sont tombés à moins de 50 dollars. Par conséquent, toutes les réserves de change se sont effondrées. « Une fois que les réserves de change s'effondrent, la monnaie prend un coup », explique le prof. John

Igueh, Directeur scientifique du Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (LARES). La Banque centrale du Nigeria (CBN), qui maintenait inchangé le taux de change du naira vis-à-vis du dollar, face à la crise est obligée de prendre des décisions afin de rassurer les investisseurs étrangers à travers des mécanismes d'ajustement automatiques du taux de change, avec la réintroduction d'un taux interbancaire flexible sur le marché qui doit opérer comme une structure unique à travers une fenêtre interbancaire autonome. Conséquence, les devises étrangères se sont ainsi mises à manquer, entraînant une chute du naira au marché noir. Malgré ce phénomène, les autorités avaient décidé, depuis mars 2015, de maintenir le taux de change officiel à 197-199 nairas pour un dollar officiellement jusqu'en juin 2016.

La BAD au secours du Nigéria

Le poumon économique et financière du Nigéria a besoin de bouffée d'oxygène car s'il aboutit dans ses efforts pour retrouver sa stabilité macroéconomique et redresser son économie, le Nigeria sortira de la récession dans laquelle il se trouve actuellement et qui, si elle se prolongeait, pourrait avoir de graves répercussions sur les économies de ses pays voisins d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. « Nous devons réfléchir sur des solutions innovantes pour venir en soutien à nos pays membres régionaux qui se trouvent dans des situations de crise comme celle-ci. Nous devons également leur proposer les produits de connaissances dont ils ont besoin pour se remettre sur les rails », a déclaré le président de la BAD, Akinwumi Adesina, au Conseil d'administration à l'issue de l'approbation d'un prêt au Nigeria en début novembre

2016. Ainsi, le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) a accordé un prêt de 600 millions de dollars comme la première tranche d'un prêt d'appui budgétaire d'un total d'1 milliard de dollars. La seconde tranche de 400 millions de dollars sera approuvée en 2017. Ces fonds aideront le gouvernement nigérian à créer un espace budgétaire pour faciliter une mise en œuvre harmonieuse du budget, soutenir les réformes budgétaires et structurelles. Ils aideront également le pays dans ses efforts de rapide construction d'un tampon de réserves de changes, ce qui contribuera à l'assouplissement de la pression sur le marché des changes et à la stabilisation du naira. Aux dires de la BAD, dans le contexte de l'engagement dont fait preuve le gouvernement fédéral du Nigeria à accroître ses investissements dans les infrastructures (qui représentent 30 % du budget de 2016), ces ressources contribueront à lui donner une marge de manœuvre budgétaire afin de pouvoir investir dans les secteurs de l'énergie, du logement et des transports, qui sont essentiels pour générer une croissance économique solide et sortir de la récession. Avec les dépenses publiques de plus de 400 milliards de nairas cette année, le gouvernement a du mal à financer son budget record de 30 milliards de dollars.

Des conséquences fracassantes : La société SAMEX-Togo paie déjà le prix !

La dépréciation effrénée du naira nigérian a déstructuré l'économie du géant de l'Est mais aussi a de graves répercussions sur les activités économiques de ses voisins comme le Togo et le Bénin. Baisse des importations et ré-exportations, les conséquences de la chute du naira, monnaie nigériane, sont nombreuses.

Au Togo, des importateurs commencent par subir les rejaillissements négatifs de la crise sur le marché. Des commerçants véreux se saisissent de la situation pour importer des cartons de laits peaks provenant du Nigéria qui abondent sur les

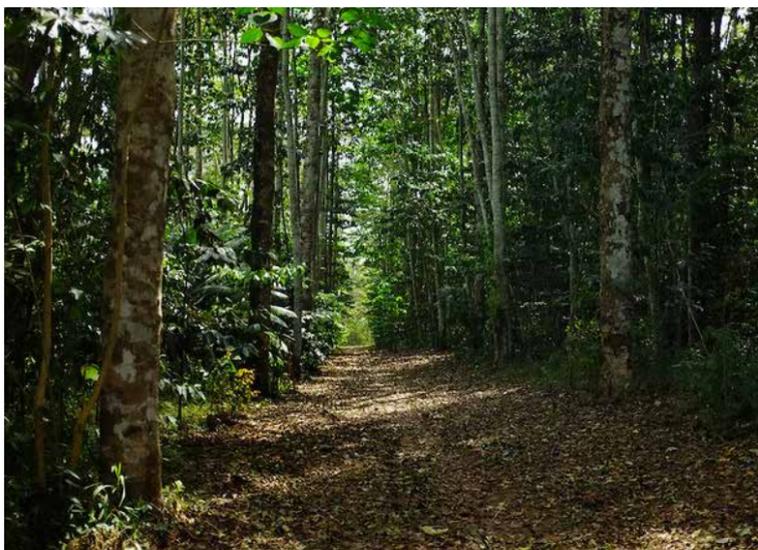
marchés à des prix concurrentiels déloyaux. A en croire certains économistes, la chute du naira ne peut pas être réajusté par rapport au franc CFA étant donné que la parité de la devise togolaise est fixe par rapport à l'euro. En toute évidence, les prix d'achat des produits fabriqués au Nigéria chutent en faveur du dollar et de l'euro arrimé au Fcfa ; conséquence, les commerçants vendent ces produits sur le marché togolais à un prix bas et bon marché qui frise du ridicule les prix des importateurs des produits européens qui doivent payer des taxes fiscales à l'Office togolais des Recettes. Pour exemple, depuis un certain moment, vendu initialement il y a environ un an à 375 voire 400f Cfa par endroit, le lait peak d'une société nigériane Wacoo inonde aujourd'hui le marché à 250, 300 FCFA selon le type. « On dénombre au moins trois types de boîtes d'emballages de lait peak à des différents prix sur le même marché togolais, salée ou sucrée par rapport aux boîtes que nous importons de la Hollande depuis une vingtaine d'années au Togo. Une situation qui embarrasse nos grossistes et détaillants sur l'étendue du territoire et qui se retrouvent dans une polémique liée aux prix de vente aux consommateurs », a martelé, le Directeur administratif et financier de la société SAMEX-Togo détentrice d'un certificat de distribution auprès de l'entreprise hollandaise. La société Samex-Togo au risque de tomber en faillite n'exclut pas la possibilité d'un arrêt d'importation du lait et de certains liqueurs également qui subissent le même sort à des prix promotionnels au Togo ; « Nous avons dû procéder rapidement à une promotion exceptionnelle de 80.000 cartons à un prix promotionnel de dix milles francs le carton durant la période du 10 octobre au 27 octobre dernier afin d'éviter une faillite ! A ces conditions, il est difficile d'importer d'autres produits sur le marché malgré la demande incessante de nos partenaires », explique la société SAMEX-Togo qui crée de l'emploi à environ 600 togolais dans toutes les préfectures du Togo et contribue à plus d'une centaine de millions aux recettes fiscales du pays ! Dans ce cas d'espèce, ne serait-il pas mieux aux autorités douanières de commencer par

prendre des mesures idoines en vue d'une protection des importateurs face à la concurrence déloyale ? N'est-il pas tant que le ministère du commerce, les douanes et les forces de sécurité en ces périodes de fêtes de fin d'année où divers produits avariés ou périmés circulent dans les marchés sous forme de prix promotionnel, enquêtent sur ces réseaux mafieux qui tuent l'économie togolaise et finira par mettre des citoyens au chômage ? Les associations de consommateurs sont interpellées et doivent se saisir de cette affaire le plutôt possible. La vigilance de la population est de mise !

Selon les économistes béninois, avec la récession économique du naira, les finances béninoises en pâtissent. Le marché des véhicules d'occasion où les plus gros clients sont les Nigériens présente une morosité effrayante. Les Libanais, détenteurs de ce levier de l'économie béninoise ferment progressivement. Les Nigériens qui avaient l'habitude de venir s'approvisionner en produits de première nécessité dans les marchés béninois, se trouvent dans l'impossibilité de s'approvisionner à cause de l'inflation créée par la récession. Aussi, les difficultés des ré-exportateurs béninois de produits comme le riz, l'huile végétale et les exportateurs de tomates et autres denrées en direction du Nigéria enregistrent d'énormes pertes soit en vendant en deçà du prix d'achat par crainte de mévente, soit sont obligés de voir leurs produits se détériorer. Or, ils ont pour la plupart souscrit à des emprunts bancaires pour le renforcement de leurs activités commerciales. Le danger à ce niveau, est que plusieurs structures financières décentralisées (micro finances) connaîtront des impayés. C'est alors une bombe socio-économique qui est en gestation. Une voie de sortie est possible, c'est d'aller vers une monnaie commune dans la sous-région ouest-africaine. Le débat scientifique sur l'arrimage au FCFA est déjà lancé par les économistes africains.

katherin

Environnement : La couverture forestière nationale est estimée à 24,24%



La Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation (REDD+) est une proposition de mécanisme d'atténuation du changement climatique qui doit permettre de réduire les émissions des gaz à effet de serre en payant les

pays en voie de développement pour qu'ils cessent d'abattre leurs forêts. La destruction de la forêt tropicale est à l'origine de 12 à 17% des émissions de gaz à effet de serre provenant des activités humaines, une proportion plus élevée que celle provenant des voitures, des poids lourds, de la marine, des avions et des trains du monde entier. Prenant la situation en main, le Togo a adopté en octobre dernier son Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNACC) sur les 5 ans à venir suite à l'inventaire forestier national (IFN) réalisé sur financement de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) à travers son programme d'appui à la REDD+ Readiness et réhabilitation de forêts au Togo (ProREDD). Selon les résultats du premier IFN, le Togo dispose d'un taux de couverture en ressources forestières de 24,24% ; la région Maritime dispose d'une plus grande superficie occupée par l'agriculture et les infrastructures (51,32%), suivie de la région des Plateaux (32,81%) et la région des Savanes (9,46%). Le volume de bois/ha dans chaque région est comme suit : région centrale (78,03m²/ha), plateaux (65,59m²/ha), Kara (39,66m²/ha), savanes (16,66m²/ha), maritime (16,49m²/ha). L'utilisation des terres et les changements d'utilisation des terres généralement assimilés à la déforestation et la dégradation des forêts sont à l'origine de 20% des émissions de carbone au monde et 86% des émissions de CO₂ au Togo en 2005. Sur le plan national, 7,6 m² d'hectares de forêts sont déboisés entre 2015-2016. Ainsi, les forêts sont soumises à une dégradation continue qui impacte négativement sur la gestion durable des terres et par conséquent sur le rendement agricole. Face à cette situation, le reboisement et

DÉVELOPPEMENT

Les nouvelles du continent: comment l'Afrique se porte t-elle?

la protection des zones à écosystèmes fragiles apparaissent comme des options prioritaires d'adaptation inscrites dans le plan national d'adaptation afin de lutter contre les inondations, les vents violents et l'érosion. Au plan socioéconomique, bien que restreint, le secteur forestier offre des emplois et contribue à la croissance économique. En 2011, le secteur a employé 146.000 personnes, soit 4,8% de la main d'œuvre total du pays et contribué au PIB à hauteur de 18,32% en 2015. Par ailleurs, il permet de couvrir les besoins en bois énergie de près de 86% de la population togolaise et en bois d'œuvre, nourrit nos populations, soigne des maladies et alimente la recherche. « Ce premier IFN permettra de constituer une base de références pour la construction des outils appropriés de gestion des ressources forestières pour faciliter la prise de décisions rationnelles en matière de reboisement, de gestion, de production et d'exploitation des ressources forestières aux niveaux national, régional et local », a souligné André Johnson, ministre de l'Environnement et des ressources forestières. « Les informations issues de l'IFN sont également pertinentes pour la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts, à la gestion durable des forêts et au renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en voie de développement (REDD). Il n'est plus de doute aujourd'hui que les conséquences du changement climatique dans le pays comme le Togo ne peuvent être ignorées. Force est de constater que les aléas climatiques influent sur le développement du pays et menacent dans les efforts de croissance économique », a indiqué l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, M. Christoph Sander. Le projet est évalué à 5 millions d'euros dont 1,5 millions dédiés à l'inventaire et 750 mille euros au PNACC. Au Togo, les surfaces forestières sont en net recul. Le taux de déforestation est passé de 3,4 à 5,8% par an pour une moyenne de l'ordre de 0,46% en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le gouvernement s'efforce à aboutir à un couvert végétal de 30%. La Banque mondiale a créé un fonds de 300 millions de dollars dédié aux aspects « carbone », le Forest Carbon Partnership Facility (FCPF), dans le cadre du REDD.

FMI : Le Togo dépasse le plafond de 70% de la dette fixée par l'UEMOA

La mission du Fonds monétaire international (FMI), conduite par Cemile Sancak, chef de division adjoint du Département Afrique en charge du Togo, arrivée à Lomé depuis le 20 octobre vient de rendre public les conclusions sur la situation macroéconomique du pays. Les quelques lignes de la conclusion révèle qu'avec l'impact relativement modéré de la baisse des cours des matières premières et un resserrement des conditions financières mondiales, l'économie togolaise a enregistré une croissance de 5,3 % en 2015. « Les facteurs clés de la croissance au Togo reposent sur les investissements publics et l'augmentation de la productivité dans le secteur agricole. Il faut noter également une maîtrise de l'inflation à 1,8% en 2015 marquée par la baisse des prix des produits pétroliers et du transport », s'est félicitée Cemile Sancak. « Nous avons noté un bon engagement des autorités togolaises à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour une croissance inclusive soutenable. Le cadrage macroéconomique en moyen terme permet de faire avancer le pays », a reconnu également la chef de la mission du FMI. Seule véritable source d'inquiétude, l'accroissement de la dette publique en raison d'emprunts intérieurs et extérieurs pour financer les projets d'infrastructures. « La dette est passée de 48,6% du PIB en 2011 à 75,4% en 2015 soit une augmentation de 5% au plafond de 70% fixé par la commission de l'UEMOA », a indiqué Cemile Sancak. Les autorités togolaises doivent s'employer pour ramener la dette publique à un niveau raisonnable. Les investissements durant ces

cinq dernières années s'élèvent à environ de 1500 milliards FCFA. La dernière mission du genre date d'août 2015 et notait les perspectives de croissance qui demeurent positives à moyen terme. Le taux de croissance de l'activité économique devrait avoisiner 5,5 % pour la période 2015-2018, sous l'impulsion de la production agricole, des services de transport liés au commerce international et de l'impact positif de l'amélioration de l'infrastructure des transports sur l'activité économique privée. Le FMI passe en revue chaque année et fait des observations et recommandations sur la situation macroéconomique des pays, au titre de l'article IV des statuts du Fonds.

Afreximbank lèvera \$1 milliard de financement pour le Togo



La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a été fondée à Abuja au Nigeria en 1993 par les gouvernements africains, des investisseurs privés et institutionnels africains, ainsi que des institutions financières et investisseurs privés extérieurs au continent, dans le but de financer, promouvoir et développer les échanges intra-africains et extra-africains. Le capital social autorisé de la Banque s'élève à 5 milliards de dollars US. L'Afreximbank a pour objectif d'être la banque de financement des échanges de l'Afrique. La Banque, basée en Égypte, possède des succursales au Nigeria et au Zimbabwe. En 2014, Afreximbank indique avoir validé 4,5 milliards de dollars de facilité de crédit pour les entreprises africaines, pour un total de 35 milliards de dollars depuis le démarrage de ses activités en 1994. Afreximbank est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB- » par Fitch. En mai dernier, Afreximbank s'était donnée, jusqu'au 31 décembre 2016, pour mobiliser 3 milliards de dollars via des eurobonds, des prêts syndiqués et d'emprunts auprès de certains Etats et institutions financières. « Nous avons déjà dépassé ce montant et levé plus de 3 milliards de dollars, dont environ un milliard grâce à l'émission d'emprunts obligataires libellés en dollars », a déclaré le vice-président exécutif de l'institution, George Elombi fin octobre 2016. Son président Benedict Oramah, a rencontré fin octobre le président Faure Gnassingbé et s'est engagé à accompagner le Togo dans le financement de projets porteurs tels que les mines, les transports, la logistique, l'énergie et les infrastructures. « Compte tenu de sa position stratégique dans la région, le Togo a le potentiel de devenir un leader dans l'industrie des services et un hub logistique pour le commerce de produits et services à travers l'Afrique. Le Togo est donc un pays très important dans la stratégie du commerce intra-africain d'Afreximbank », a-t-il indiqué. La Banque Africaine d'Import-Export envisage de lever jusqu'à \$1 milliard en termes de financement et d'investissements pour soutenir les échanges commerciaux et le développement d'infrastructures, dont des parcs industriels et des installations de logistiques, au Togo, a dit Dr. Benedict Oramah. Depuis mai 2016, le Togo est devenu le 40e membre d'Afreximbank. L'objectif de l'adhésion du Togo est d'assurer la croissance du secteur privé local, l'augmentation des capacités de la production énergétique du pays et le développement d'infrastructures de transport et de logistique. Le PIB togolais s'est établi à 4,5 milliards de dollars en 2015, contre 4,3 milliards de dollars un an plus tôt, selon la Banque mondiale.

PROTEGEONS NOS | PROTECT OUR
OCEANS LOMÉ, TOGO
15 OCT 2016



Le saviez-vous?



PROTEGEONS NOS | PROTECT OUR
OCEANS
LOMÉ, TOGO
15 OCT 2016

LA CHARTE DE LOMÉ signée le 15 octobre 2016, c'est:

DES MESURES DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA
CRIMINALITÉ EN MER

LA GOUVERNANCE MARITIME

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE BLEUE

LA PROMOTION DE LA COOPÉRATION ENTRE LES ÉTATS

PLUS DE CONTRÔLE ET DE SURVEILLANCE DE L'ESPACE
MARITIME



OFFERT PAR LE CONSULAT DE SLOVAQUIE